

## Service social



*Les groupes populaires à Sherbrooke : pratique, financement et structure*, par Jean-Pierre Deslauriers et Hermance Pouliot, Département de service social, Université de Sherbrooke, 1982, 91 pages.

Laval Doucet

Volume 34, Number 2-3, 1985

L'organisation communautaire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/706286ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/706286ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

École de service social de l'Université Laval

### ISSN

1708-1734 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this review

Doucet, L. (1985). Review of [*Les groupes populaires à Sherbrooke : pratique, financement et structure*, par Jean-Pierre Deslauriers et Hermance Pouliot, Département de service social, Université de Sherbrooke, 1982, 91 pages.] *Service social*, 34(2-3), 412–415. <https://doi.org/10.7202/706286ar>

Le paradigme de la recherche-action autogérée poursuit essentiellement les fins suivantes :

- proposer une conception des institutions en termes de régulation par la base, de critique permanente des normes instituées, de développement de forces instituanes ;
- démasquer le complot des institutions qui consiste à imposer, par la contrainte matérielle (économique ou physique) et idéologique, une vision fautive des rapports de production ;
- montrer comment l'État, l'économie, la lutte des classes, traversent les institutions ;
- remettre à leur juste place le niveau du groupe et le niveau de l'organisation ; la psychologie des groupes et la sociologie des organisations n'expliquent pas toute la réalité.

En résumé, l'auteur a davantage mis l'accent sur les techniques et les premiers pas vers la recherche que sur une présentation systématique de l'approche autogérée de la recherche-action (fonction épistémologique, fonction culturelle, fonction politique, fonction sociale).

Ce guide s'adresse aux étudiants, aux travailleurs sociaux et à tous ceux qui, dans leur engagement social, ont besoin d'outils pour organiser une action collective.

René AUCLAIR

*École de service social,  
Université Laval.*

*Les groupes populaires à Sherbrooke : pratique, financement et structure, par Jean-Pierre DESLAURIERS et Hermance POULIOT, Département de service social, Université de Sherbrooke, 1982, 91 pages.*

Enfin une recherche sociale qui se lit comme un roman ! Et quel roman ! Je l'ai savouré comme des bretzels. Imaginez un thème de recherche qui met en vedette les groupes populaires dans une mise en scène d'inspiration « qualitative » dont le scénario met en jeu acteurs et auteurs cherchant avec une complicité sans détour à reconstituer intuitivement le réel.

Je l'aurais moi-même honni dans un passé récent alors que je vénérails le syllogisme en barbara, la méthode expérimentale et la pyramide bureaucratique de Max Weber. Après avoir constaté, d'une part, que le discours et la pratique sociale ne répondent pas au savoir-faire quantitatif comme le font les sciences de la nature, et m'être converti, d'autre part, à l'idée que des stimuli au niveau des forces sociales microcosmiques peuvent engendrer des changements sociaux, j'ai changé mon fusil d'épaule. Je crois que, pour percevoir des changements dans toute leur plénitude, il faut recourir à la méthode d'analyse qualitative et à ses procédés empreints « d'attitudes égalitaires ».

L'histoire se répète disent certains. À lire Deslauriers et Pouliot, on se croirait plongé au milieu des chercheurs de l'École de Chicago des années 1920

alors que la grande aventure industrielle, aux États-Unis, laissait émerger des modes de vie et d'organisation sociale dont on voulait analyser l'impact. À l'instar des chercheurs de cette époque, qui choisirent d'observer le déroulement de la vie sociale et s'efforcèrent d'en dégager la signification à travers leurs échanges avec les acteurs concernés et leur participation à la vie de la communauté, Deslauriers et Pouliot ont opté pour les groupes populaires comme forces sociales en réaction à l'industrialisation effrénée et à ses promoteurs inconditionnels, fussent-ils de gauche ou de droite.

Après avoir franchi à pas de géant les jalons de notre histoire et souligné les traits sociaux et culturels marquants, les auteurs nous conduisent au point de chute des groupes populaires de Sherbrooke en reliant l'essor du capitalisme, la modernisation de la société québécoise, le *welfare state* et son omniprésence dans les services, les revendications participationnistes, les ratés du moteur économique de type capitaliste et, finalement, l'émergence de groupuscules de « défavorisés ou d'isolés » qui sautent dans l'action.

Puis, tour à tour, on place les pions sur l'échiquier en vue du match : notion de groupe populaire, classification, méthodologie de la recherche, étapes, cueillette, calendrier, etc. C'est du travail propre, méthodique, le tout dans un style littéraire original, simple et décontracté. De la classe s'il vous plaît.

La deuxième partie est consacrée à la pratique des groupes populaires. Nous apprenons qu'ils se composent des variétés suivantes : les bénéficiaires purement et simplement, les consommateurs actifs et, enfin, les militants, qui occupent « souvent des postes de responsabilité ». Le lecteur averti aura compris que l'éternel tandem *leader-follower* s'inscrit au niveau génétique et non culturel. Les problèmes sociaux auxquels s'attaquent les groupes populaires de Sherbrooke sont de deux ordres : les conditions difficiles résultant de revenus insuffisants et l'isolement. La relation existant entre les deux est reconnue et qualifiée de « cercle vicieux ».

Les auteurs abordent le chapitre des activités des groupes populaires en indiquant le mécontentement général à l'égard des services sociaux étatiques : « les délais, les retards, les listes d'attente », puis le récit va crescendo et c'est l'image de l'employé qui y passe, cet « être qui plane au-dessus du sort du commun des mortels », ces « surprotecteurs » sans oublier « les animateurs [qui] ne s'en distinguent pas tellement en dépit de leur discours » ; le point d'orgue de ces contempteurs des services étatiques c'est l'aide elle-même qui y est offerte : la thérapie du discours selon le calendrier avec de « [rares] actions correctrices », la rotation des responsables du dossier, les stigmates de l'aide individualisée qui « isole la personne davantage » quand ce n'est pas le rejet pur et simple « si les clients se montrent récalcitrants, insatisfaits ou trop insistants ».

Puis, se substituant à ce sombre tableau, voici qu'émerge une alternative, celle du « coup de main des groupes populaires » : main droite, l'aide psychologique et le support affectif ; main gauche, une organisation. Défilent, à tour de rôle, le climat de paix, le va-et-vient spontané, le partage des vicissitudes, la « re-création d'un milieu de vie », la restauration de son identité et, finalement,

le goût de l'acte collectif, « caractéristique la plus riche de l'activité des groupes populaires ».

Les auteurs terminent cette section en défendant les groupes populaires contre les attaques de « récupération » de leurs services par l'État. Si l'on ne se politise pas, on y succombe soutient une certaine critique, ce à quoi Deslauriers et Pouliot rétorquent que cette conclusion « réduit l'action politique à l'action politique traditionnelle », qu'il n'y a pas de « voie royale et unique à la politisation » et « que ces services tout en présentant un aspect résiduel ne constituent pas moins un moyen de politisation ».

La troisième partie traite du financement et fait ressortir la prédominance de cette question et de ses rapports directs avec l'autonomie et la spécificité des groupes. Après avoir recueilli une pitance généreusement donnée mais combien limitée à l'enseigne de Centraide, c'est la « chasse au trésor » public qui s'engage avec les énergies qui se consomment, les « entourloupettes » des requérants, les contrôles bureaucratiques avec, en amont, les critères, les objectifs, les « changements de cap officiels » et, en aval, la remise de rapports d'activités, les bilans, etc.

Si l'autofinancement constitue un horizon prometteur, il n'en demeure pas moins très lointain, rendant ainsi la « marge de manœuvre et l'autonomie des groupes [...] variables ». Toutefois, au dire de Deslauriers et Pouliot, tout ne se réduit pas qu'à l'argent : « la définition de la problématique sociale, l'action entreprise et l'orientation » jouent un rôle important.

Dans sa quatrième et dernière partie, la recherche aborde la structure des groupes populaires. On y apprend que les organisateurs sont souvent des gens éprouvés par des problèmes tels le logement, la maladie, l'abandon par le conjoint etc. Outre les militants, on y trouve également des animateurs et des permanents. Quant à la structure, les organisations de base, généralement incorporées, choisissent souvent de se fédérer et ainsi profiter des avantages d'une concertation et d'une coordination de leurs énergies. La courte histoire des groupes populaires à Sherbrooke ne permet pas de spéculer sur la relève ; tout au plus se met-on en garde contre le charisme de certains et les attachements prolongés des autres.

Pour terminer, l'apothéose : le rappel de l'idéologie anarchiste comme courant pouvant « le mieux expliquer l'émergence des groupes populaires » ; le pas qui sépare les groupes populaires des anarchistes espagnols de 1936 est vite franchi et l'envolée se termine par une profession de foi en l'idéal de la liberté, de l'égalité et de la spontanéité.

En conclusion, les auteurs nous quittent en expliquant comment joue le phénomène de la négentropie (l'inverse de la désintégration vers des formes simples) : « au lieu de former des super-groupes » comme nous l'enseigne le développement organisationnel, les groupes populaires se « ramifient ». Ils forment des réseaux. Voilà ! Ils seront donc parmi nous encore longtemps...

Étant moi-même un inconditionnel de l'idéal alternatif, j'ai reçu le message de Deslauriers et Pouliot avec enthousiasme. Les groupes populaires, un filon

prometteur. J'ai vraiment aimé cette lecture. Si quelqu'un s'avise un jour de publier un corpus scientifique sur les groupes populaires, Deslauriers et Pouliot devront y prendre place, non pas en raison de l'originalité de leur sujet ou de leur méthodologie, mais bien pour la qualité du traitement, la rigueur de la méthode et l'adresse du style.

Travailleurs sociaux et cadres institutionnels qui n'affichez plus l'assurance d'autrefois devant la sacro-sainte efficacité organisationnelle, cette lecture pourrait éclairer votre lanterne en ouvrant la voie à une alternative plausible. Combien de temps encore nous faudra-t-il bûcher en vain et marquer le pas avant qu'on ne se ressaisisse de cette mégalomanie organisationnelle ?

Laval DOUCET

École de service social,  
Université Laval.

*Les mobilisations populaires urbaines*, par Pierre HAMEL, Jean-François LÉONARD et Robert MAYER, Montréal, Nouvelle Optique, 1982, 482 pages ; *L'intervention communautaire*, par Henri LAMOUREUX, Robert MAYER et Jean PANET-RAYMOND, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1984, 237 pages.

Écrits à quelques années d'intervalle, ces deux livres se complètent. Tous deux poursuivent le même but : relever les traces, dépasser la tradition orale, apprendre de l'expérience passée. Le premier présente une brochette de textes rendant compte des temps forts des groupes populaires depuis une vingtaine d'années. Comme le disent les auteurs : « Nous avons voulu, par ce moyen [le recueil de textes], faciliter l'accès à des documents significatifs, à des témoignages de première main, à des récits de luttes oubliées et la plupart du temps considérées comme marginales et officiellement marginalisées par les médias. Faciliter l'accès à des documents pour raviver la mémoire collective. Entreprise importante si l'on considère que plusieurs de ces matériaux de base ont été dispersés aux quatre vents, au gré des aventures collectives et qu'il est parfois difficile d'y avoir accès. » (P. 8.)

Le livre est divisé en quatre parties. La première traite de l'évolution des groupes populaires et met l'accent sur les débats, événements et batailles qui ont marqué les efforts des personnes pour améliorer leurs conditions de vie. La deuxième porte sur le rôle des intellectuels dans le mouvement populaire et, comme soulignent les auteurs : « Il est relié à l'hypothèse d'une tendance à l'homogénéisation des conditions de vie dans le capitalisme avancé pour l'ensemble des classes populaires, y compris la nouvelle petite bourgeoisie » (p. 12). Hypothèse intéressante qui relancerait la discussion sur une autre piste que celle de l'avant-garde pourvu que l'on se débarrasse de l'obsession de la paupérisation qui en ferait un prolétaire malgré lui. Le troisième thème examine les rapports de l'État et des groupes populaires en s'attardant à la Révolution tranquille. Enfin, la dernière partie considère les expériences populaires sur le terrain de l'action politique municipale. Outre l'introduction